

Projet de Gestion des Ecosystèmes Périphériques au Parc National de Nouabalé-Ndoki (PROGEPP)

Rapport annuel 2025

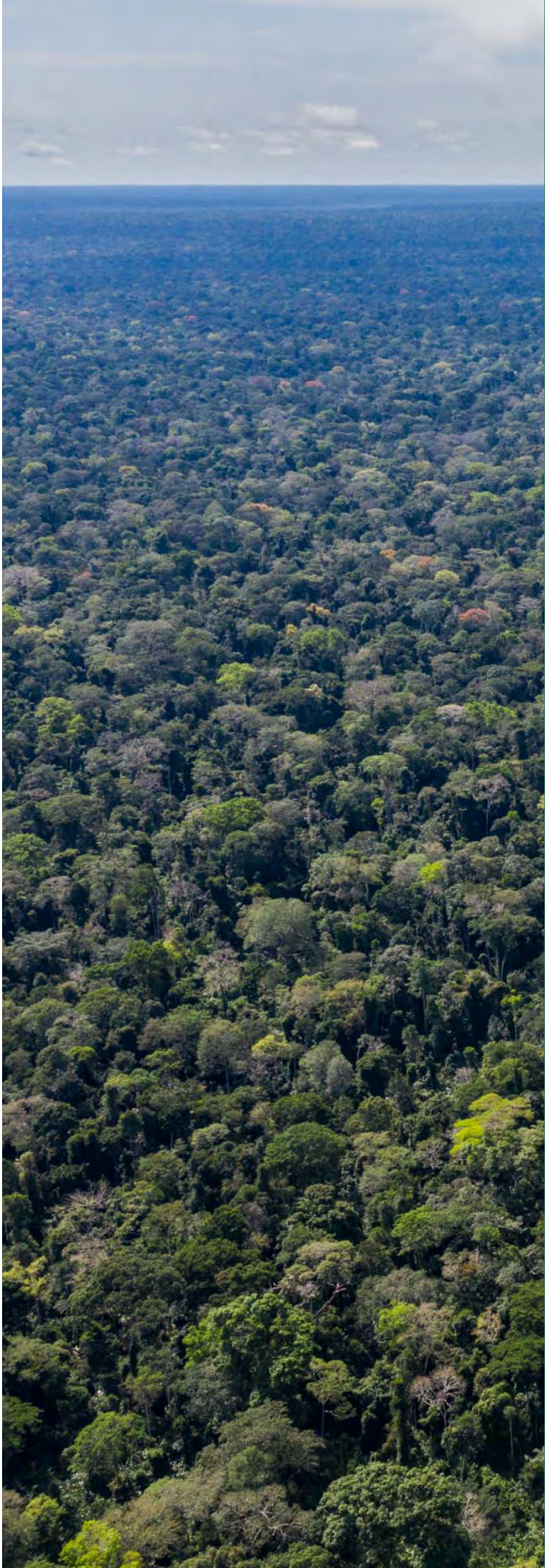


Olam
Agri



TABLE DES MATIÈRES

03	À propos du PROGEPP
04	Conservation Communautaire
06	Lutte Anti-Braconnage
12	Logistique et Administration
14	Enjeux et perspectives
15	Remerciements



À PROPOS DU PROGEPP

Le Projet de Gestion des Écosystèmes Périphériques au Parc National Nouabalé-Ndoki (PROGEPP) mène, depuis 1999, une mission essentielle : protéger la faune sauvage et préserver l'équilibre écologique dans la zone tampon du parc, tout en tenant compte des réalités humaines et économiques locales.

Le projet repose sur un partenariat tripartite solide réunissant le Ministère de l'Économie Forestière, la Congolaise Industrielle des Bois (CIB) et la Wildlife Conservation Society (WCS). Cette collaboration est encadrée par un protocole d'accord renouvelable, reconduit en août 2021.

Déployé sur un territoire d'environ 13 000 km², le PROGEPP vise à assurer la gestion durable des écosystèmes, faune et flore, au sein des concessions forestières de la CIB, à prévenir les impacts négatifs liés à l'exploitation forestière sur l'aire protégée, et à travailler étroitement avec les communautés riveraines afin de promouvoir une utilisation responsable de leurs terres et des ressources naturelles.

Pour concrétiser ces ambitions, le projet combine plusieurs axes d'intervention complémentaires : la surveillance et la protection de la faune, le suivi écologique, la conservation communautaire et l'éducation environnementale.

Entre janvier et décembre 2025, les équipes du PROGEPP ont intensifié leur présence sur le terrain grâce au déploiement de patrouilles mobiles et fixes. Elles ont également assuré le suivi des zones agricoles endommagées par les éléphants et accompagné les communautés dans la mise en œuvre d'une clôture électrifiée pour mieux sécuriser leurs cultures, mené des actions de sensibilisation dans les villages de la zone d'intervention et procédé à l'entretien des panneaux de signalisation.

L'ensemble de ces actions a permis d'identifier plus précisément les zones à risque, de soutenir les initiatives locales visant à protéger les moyens de subsistance et de renforcer le dialogue autour d'une gestion concertée et durable des ressources naturelles.

CONSERVATION COMMUNAUTAIRE



• Aménagement des panneaux de signalisation des zones de chasse

Une mission a été conduite pour installer de nouveaux panneaux dans les UFA de Kabo, Pokola et Loundoungou. Cette intervention visait à remplacer les panneaux devenus défectueux et à **améliorer la distinction des zones de chasse, des zones protégées et des zones safari.**

Les travaux ont concerné 6 axes stratégiques. Au total, **47 nouveaux panneaux ont été confectionnés et installés** : 24 pour les zones protégées, 8 pour les zones safari et 15 pour les zones de chasse.



• Sensibilisation et éducation

En milieu scolaire, 16 séances d'éducation environnementale ont mobilisé **576 élèves** (276 garçons et 300 filles) des classes de CE1 à CM2. Les thèmes abordés ont porté sur **l'importance de l'air, de l'eau et du sol, la gestion des déchets et de la pollution, le statut juridique des animaux sauvages, ainsi que la chasse et la pêche légales et illégales.**

Par ailleurs, trois réunions de sensibilisation communautaire ont réuni **63 participants** (36 hommes et 27 femmes) autour d'échanges qui ont porté sur :

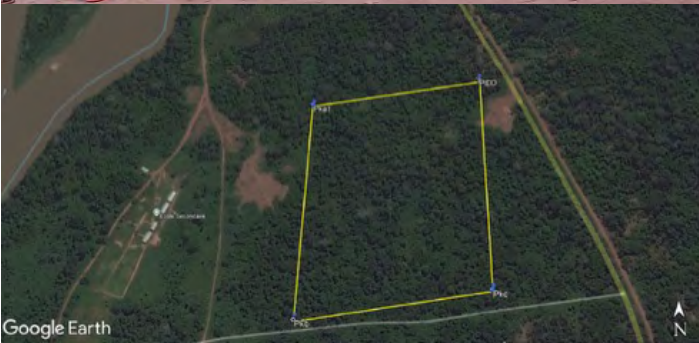
- La participation au projet de champ à clôture électrique ;
- Les risques liés à la chasse nocturne ;
- La gestion des conflits Homme-Faune en cas de dégâts des champs.



• Conflit Homme-Faune

L'équipe socio-économique a assuré le suivi des dégâts causés par la faune sauvage dans les zones agricoles de Kabo et poursuivi le géoréférencement des champs. Au total, **31 parcelles** (dont 15 nouvelles) **ont été suivies, pour une superficie cumulée de 69,2 hectares.** Le travail a porté sur l'identification des incursions animales, le suivi des cycles culturels et l'évolution des productions.

Ce suivi a été accompagné par **l'installation de 5 400 mètres de clôture électrique** (projet Elanga) pour protéger les champs des éléphants, et par des actions de sensibilisation pour une gestion plus concertée du conflit Homme-Faune (menées par le Wildlife Health Program WHP).



Chasse Durable
Proramme SWM

- 16 réunions organisées avec les groupes de chasseurs, mobilisant 474 participants (252 Bantous et 222 Autochtones) ;
- 14 sessions de sensibilisation complémentaires pour approfondir les principes du plan de gestion et les bonnes pratiques ;
- Promotion active des boîtes de suivi communautaire, favorisant l'auto-évaluation des prélèvements et la responsabilisation des chasseurs ;
- Évaluation des outils de gouvernance des ressources naturelles (NRGT) réalisée auprès de 4 associations (2 de chasse et 2 de pêche), soulignant un besoin de renforcement des capacités ;
- Inauguration de la case communautaire de Kabo/Gbagbali, offrant un cadre permanent de concertation pour la gestion durable des ressources naturelles.



Pêche Durable
Programme SWM

- 6 réunions de sensibilisation dans les villages de Kabo, Gbagbali, Leme, Bondzele, Bomassa et Bon Coin, mobilisant 260 participants (234 Bantous et 26 Autochtones) ;
- Rappel des principes de la mini-charte de pêche et identification participative des principaux défis et besoins prioritaires des pêcheurs ;
- Réorganisation du bureau de l'association des pêcheurs de Bomassa par la signature des statuts et du règlement intérieur ;
- Formation de 4 jours sur la gouvernance des ressources, réunissant 32 participants (associations locales, CIB, PROGEPP, Eaux et Forêts) ;
- Renforcement des capacités en gestion organisationnelle et en gouvernance communautaire.

CONSERVATION COMMUNAUTAIRE

Les actions de conservation communautaire sont menées conjointement par le volet social de la Congolaise Industrielle des Bois (CIB) et des garanties sociales et de la conservation communautaire de la Wildlife Conservation Society (WCS). Celles-ci sont centrées sur la promotion de l'économie verte, le renforcement de l'engagement communautaire et l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles.

Ces efforts sont venus en complément des activités régulières conduites par l'équipe socio-économique du PROGEPP, notamment le suivi des conflits homme-faune dans les plantations caçaoyères, le nettoyage et l'entretien des panneaux de signalisation des zones de chasse et des aires protégées, ainsi que les actions de sensibilisation auprès des communautés riveraines.

L'ANNÉE EN CHIFFRES

47

nouveaux panneaux de signalisation des zones de chasse et protégées installés.



576

élèves du primaire sensibilisés à des sujets environnementaux et de conservation.



5 400

mètres de clôture électrique installés pour protéger les champs communautaires.



542

mètres cubes de bois fournis par la CIB pour soutenir l'élevage de petits ruminants.



Le projet d'élevage de petits ruminants a poursuivi son déploiement afin de renforcer l'accès à des protéines d'élevage, en distribuant notamment les matériaux nécessaire à la construction de **6 bergeries.**

Le projet a également assuré l'entretien d'un pâturage communautaire amélioré de **3 hectares** et du parc de quarantaine, lancé des appels d'offres pour l'acquisition de **100 petits ruminants**, et soutenu la création de deux coopératives d'éleveurs à Kabo et Bomassa.



Les groupes de gouvernance de Kabo/Gbagbali ont reçu leur siège communautaire, un **espace de concertation conçu comme un Mbongui** pour renforcer la gestion participative des ressources naturelles (réalisée dans le cadre du projet Sustainable Wildlife Management SWM).

Photo : © Christ Nzouzi/WCS



• **Déploiement de patrouilles conjointes**

Une opération a été menée avec le soutien des Forces armées congolaises, de la police et de la gendarmerie, avec le soutien logistique de la WCS et de la CIB, dans la zone du PROGEPP, en réponse à une recrudescence de tirs d'armes automatiques.

- **57 patrouilles conjointes** déployées en trois semaines, dont 13 basées sur des renseignements internes ;
- **17 grands campements illégaux démantelés** (271 cases détruites) ;
- **8 armes saisies**, dont 2 armes de guerre ;
- **248 munitions récupérées**, dont 220 de guerre ;
- **Plus d'une tonne de viande** de brousse saisie et **60 crocodiles nains vivants récupérés** ;
- **33 personnes interpellées**, dont **9 braconniers** impliqués dans la grande chasse déferés au parquet de Ouesso ;
- **30 procès-verbaux** de constat et 28 procès-verbaux d'infraction établis.

Le suivi juridique assuré par les juristes de la WCS a garanti la régularité des procédures, la transmission des dossiers au parquet et le respect des garanties légales des personnes interpellées.

• **Renforcement des équipements**

Le PROGEPP a renforcé les capacités opérationnelles et logistiques du service LAB à travers l'acquisition et la mise à niveau d'équipements stratégiques :

- **Équipement complet de 39 agents** (35 écogardes + 4 agents MEF) ;
- **Dotation en ordinateurs portables** notamment pour la salle de contrôle ;
- **Renforcement du système d'alimentation** avec 10 nouvelles batteries pour sécuriser les opérations.
- **Acquisition de 2 moteurs hors-bord de 15 CV**, améliorant la mobilité et la réactivité des équipes sur les axes fluviaux.



Renforcement des capacités des agents LAB.

- **29 écogardes sur 35 et 2 agents MEF formés ou recyclés** (82,35 %) à l'utilisation Formation SMART Mobile (collecte de données numériques en patrouille et postes fixes).
- **Mission de suivi et déploiement SMART (contrôle d'application des compétences)** : encadrement terrain des écogardes formés.
- **Recyclage opérationnel LAB**: 18 écogardes et 2 agents MEF (52,63 % des agents LAB). Thématiques : légitime défense, armement, navigation forestière, franchissement d'obstacles, secourisme, techniques de fouille en poste fixe, santé faunique et prévention des zoonoses.
- **Module Droits de l'Homme, protection des Peuples Autochtones et législation faunique** (intégré aux recyclages LAB) : 20 participants (18 écogardes + 2 agents MEF).
- **Formation certifiante radios HF/VHF Codan (Bomassa, novembre 2025)** : 2 participants (1 Chargé d'appui opérationnel LAB et 1 écogarde). Thématiques : installation, programmation, maintenance des radios Envoy et ManPack, montage d'antennes, optimisation du système de communication.



Compétences judiciaires en matière d'infractions fauniques

Un atelier dédié aux procédures judiciaires liées à l'application de la loi faunique a s'est tenu à Ouesso, avec quatre représentants du PROGEPP : le Coordonnateur, le Chef de Brigade, un Chef de Patrouille et un écogarde chef d'unité.

Cette session a permis de consolider les connaissances en législation faunique, d'intégrer pleinement les principes des droits humains dans les opérations de lutte anti-braconnage et d'améliorer la qualité des procédures.



LUTTE ANTI-BRACONNAGE

En 2025, les activités de LAB ont permis le déploiement de **489 patrouilles**, dont 193 mobiles et 296 en postes fixes, représentant **3 024 jours et 8 953 hommes-jours** d'effort.

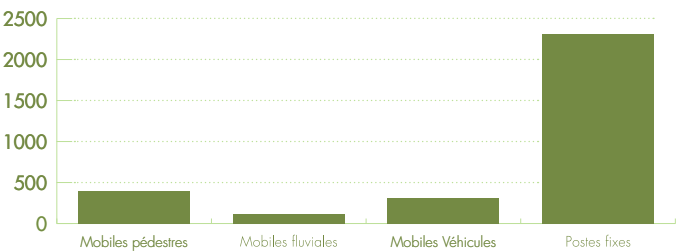
Ces opérations, incluant **59 patrouilles basées sur des renseignements**, **3 missions transfrontalières** avec le Parc National de Lobéké et **25 patrouilles conjointes** avec le PNNN, la RCLT et les Forces armées

congolaises, ont couvert **56 130 km** sur une superficie de **2 422 km²**, soit **19 % de la zone d'action** et **51 % des zones sensibles**.

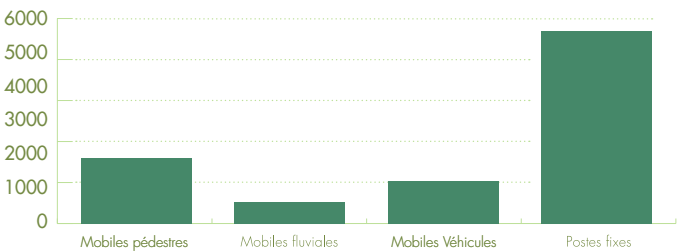
Les objectifs annuels ont été largement dépassés pour les postes fixes (116 %), confirmant une forte présence sur le terrain, tandis que les patrouilles mobiles ont atteint 58 % des prévisions.

EFFORTS DE PATROUILLES

Nombre de jours par type de patrouille



Homme/Jour par type de patrouille



L'ANNÉE EN CHIFFRES

958

munitions saisies, dont 617 de petite chasse, 25 de grande chasse et 316 de guerre.

62

armes saisies dont 3 de guerre, 1 de grande chasse et 58 de petite chasse

91

camps de chasse illégaux détruits sur 199 découverts.

03

carcasses d'éléphants braconnés ont été découvertes.

4 012

écailles de pangolin et 4 ivoires (8,08 kg) d'éléphants saisies.

3 598

câbles métalliques et 09 rouleaux de câbles saisis.

4 540 kg

de viande de brousse issus de la chasse illégale saisis.

222

personnes interpellées, 210 procès verbaux dressés, 12 déferées.

140

animaux relâchés, dont 116 crocodiles nains, 20 tortues, 2 pythons, 1 Pintade, 1 Marabout d'Afrique.

Parmi les espèces animales vivantes interceptées figuraient principalement des crocodiles nains, mais aussi des trionyx à clapet d'Aubry, des pythons de Seba, des tortues terrestres, une pintade commune et un marabout d'Afrique.

Les individus survivants ont été relâchés, bien que des pertes aient été enregistrées durant leur courte période de captivité.

Photo : © Christ Nzouzi/WCS



Distribution spatiale des patrouilles et menaces

L'analyse de la couverture des patrouilles montre une concentration stratégique des interventions le long des principaux axes de circulation terrestres et fluviaux, identifiés comme zones sensibles pour la pénétration en forêt et le trafic des produits fauniques. Cette répartition répond à une logique d'anticipation et d'adaptation aux menaces, fondée sur les renseignements collectés et l'observation des dynamiques de pression anthropique.

Dans les différentes UFA, les résultats des patrouilles mettent en évidence des secteurs où la pression demeure élevée, notamment dans les zones récemment exploitées ou situées à proximité des voies d'accès. Les indices relevés confirment la persistance d'activités de chasse illégale, touchant aussi bien la petite que la grande faune, et soulignent l'existence de réseaux organisés exploitant les facilités d'accès au massif forestier.

Globalement, ces constats confirment la nécessité de maintenir une présence opérationnelle soutenue, flexible et orientée par le renseignement, afin de contenir la criminalité faunique et de protéger durablement les espèces prioritaires dans l'ensemble du paysage.

Photo : © Scott Ramsay/WCS



Les mesures de poids et de taille des crocodiles nains saisis vivants à des braconniers et relâchés permettent de surveiller l'évolution de leurs caractéristiques physiques.

Une analyse préliminaire faite par les équipes de la Réserve Communautaire du Lac Télé indique une diminution du poids des crocodiles, qui pourrait être due des taux de prélèvements non durables, et donc une menace croissante pour l'espèce.

Photo : © Christ Nzouzi/WCS



Sensibilisation aux risques zoonotiques

Plusieurs **missions de sensibilisation sur les risques zoonotiques** ont été conduites dans les concessions forestières de la CIB par les équipes One Health de WCS, avec l'appui du programme SWM.

Parallèlement, d'autres missions ont été menées avec **les équipes de la CIB, la Direction Départementale de la Santé et le groupe Sangha Musique de Pokola**, afin de sensibiliser les populations des villages plus éloignées du Parc.

Toutes ces activités visaient à renforcer la compréhension des risques sanitaires liés aux interactions avec la faune sauvage et à promouvoir des comportements préventifs.

Ces missions ont permis de toucher **41 villages et de sensibiliser 2 261 personnes, dont 1 052 issues des peuples autochtones.**

Le projet OKA (« écouter » en mbéndzélé), **initiative de la CIB**, a aussi permis la diffusion, via des appareils audio, des messages de sensibilisation sur les maladies zoonotiques en langues locales (lingala et mbéndzélé). Ce dispositif permet notamment aux populations autochtones Ba'aka d'accéder plus facilement à l'information et à améliorer leur compréhension des enjeux.



Mécanisme de gestion des plaintes (GRM)

La WCS a poursuivi ses efforts pour renforcer l'efficacité du mécanisme de gestion des griefs (GRM) dans les localités voisines du Parc National de Nouabalé-Ndoki, afin d'**améliorer la participation des communautés et de garantir un traitement transparent et équitable des griefs.**

Dans ce cadre, une réunion communautaire organisée à Kabo a permis d'améliorer l'accessibilité et la visibilité d'une boîte à griefs, pour **faciliter l'expression des préoccupations** par les communautés et à renforcer la confiance dans le dispositif.

Par ailleurs, une mission terrain a permis la sensibilisation des communautés bantoues et autochtones au fonctionnement du mécanisme GRM, le **renouvellement des points focaux communautaires et le renforcement de leurs capacités** pour la collecte et la transmission des plaintes. Au cours de la période, **aucune nouvelle plainte** n'a été enregistrée ; un dossier soumis l'année précédente est en cours de suivi.



Réponse opérationnelle à un feu de brousse

Le 4 mars 2025, une patrouille aérienne effectuée le long de la rivière Ndoki a repéré un **important feu de brousse à environ dix kilomètres du Parc National de Nouabalé-Ndoki (PNNN)**, ainsi qu'un second foyer en aval du camp Ndoki 2.

Face à cette situation, des patrouilles aériennes, fluviales et pédestres ont été mobilisées afin d'évaluer l'ampleur de l'incident et d'en identifier l'origine.

Une mission fluviale conjointe avec les unités du PNNN a permis de **mener des investigations sur le terrain**. Les informations recueillies indiquent que ces feux auraient été déclenchés par un seul individu dans le cadre d'activités de pêche.

Plusieurs **mesures de gestion et de prévention** ont été mises en œuvre en coordination avec les autorités locales :

- l'évacuation temporaire de certains campements;
- la sensibilisation des populations aux risques liés aux feux de brousse et à la surexploitation des ressources naturelles;
- l'ouverture de procédures judiciaires.

Ces **actions coordonnées visaient à limiter les impacts** sur les écosystèmes et à prévenir de nouveaux incidents dans la zone.





• Infrastructure

Plusieurs améliorations ont été apportées aux infrastructures du PROGEPP :

- **Réaménagement de l'ancien bâtiment aviation**, désormais transformé en bureau de la Brigade et en armurerie;
- **Construction du poste fixe de Djaka (Delta)** ;
- **Réparation de trois barrières endommagées**, prises en charge par la CIB, avec réflexion en cours sur un dispositif plus résistant pour limiter les dégradations répétées ;
- Construction d'une station de lavage pour véhicules (février 2025), permettant l'entretien régulier des moyens roulants dans un espace sécurisé avec un système d'évacuation des eaux usées.

• Ressources humaines

Le PROGEPP Kabo a enregistré plusieurs évolutions au sein de son dispositif, en particulier dans le volet lutte anti-braconnage :

- Intégration de **trois nouveaux chefs de patrouille** ;
- **Promotion de l'ATP Constance Ngombé** au poste de cheffe de patrouille à Ngombé ;
- **Départ du chef de patrouille Patou Ngoyi**, admis à l'École Nationale d'Agronomie et de Foresterie ;
- Accueil de 2 stagiaires de l'Université Denis Sassou Nguesso ;
- **Mobilisation de 30 prestataires** pour l'entretien de la piste d'aviation ;
- **Mobilisation de 10 guides forestiers** (8 autochtones et 2 Bantous) pour les missions de vérification des carcasses.

• Comité technique de pilotage

Le Comité de pilotage s'est tenu le 25 mars 2025 à Impfondo. Il a permis l'adoption sous réserve d'amendement du **PTAB 2025** et la validation du PTAB 2022. Les PTAB 2023-2024 ont été présentés à titre indicatif, les sessions correspondantes ne s'étant pas tenues.

- **Maintien du volet Socio-économique**, avec recommandation de capitalisation des acquis au profit des communautés locales et Peuples Autochtones ;
- Réorientation des priorités vers le **renforcement de la surveillance** ;
- Harmonisation des **conditions contractuelles des écogardes** à l'échelle du paysage.



Formations et développement

En 2025, le PROGEPP a poursuivi le renforcement des capacités techniques et opérationnelles de ses équipes à travers un programme structuré de formations et de participation à des rencontres spécialisées.

- Formations SMART Mobile (février-mars 2025) : 29 écogardes et 2 agents MEF formés à l'utilisation des appareils mobiles intégrant SMART Mobile ;
- Coaching ArcGIS Pro et ArcGIS Online (13-16 mai 2025) : participation du Coordonnateur National SMART, des Points Focaux SMART et de la cartographe WCS à une session en ligne organisée par ESRI Rwanda ;

- Formation sur la collecte de données liées aux zoonoses (Bomassa) : renforcement des compétences des assistants du suivi socio-économique ;
- Assistance technique des écogardes et cadres de contact (juin et septembre 2025, Kabo) : modules portant sur l'armement, le TIOR et techniques de combat, la navigation, le sport et le secourisme ;
- Participation au congrès international ACT-Con (Hanoï, novembre 2025) : représentation assurée par le Coordonnateur National SMART ;
- Formation certifiante radios HF/VHF Codan (Bomassa, 15-21 novembre 2025) : participation du Chargé d'appui opérationnel LAB et d'un écogarde pour renforcer la fiabilité du système de communication.

LOGISTIQUE ET ADMINISTRATION

En 2025, la gestion administrative et logistique du PROGEPP a permis d'assurer la continuité des opérations, malgré un contexte qui a exigé une adaptation constante du mode de fonctionnement. Les instances de gouvernance ont validé les outils de planification, clarifié les orientations stratégiques et renforcé la coordination entre les partenaires.

Les moyens humains et matériels ont été maintenus et progressivement consolidés : stabilisation des effectifs à travers la révision des contrats et la revalorisation salariale des écogardes, intégration de nouveaux chefs de patrouille, renforcement des capacités techniques et amélioration de l'utilisation des outils numériques de collecte de données.

L'ANNÉE EN CHIFFRES

80%

des écogardes formés à l'utilisation de l'outil SMART Mobile.



03

nouveaux chefs de patrouille nommés et opérationnels.



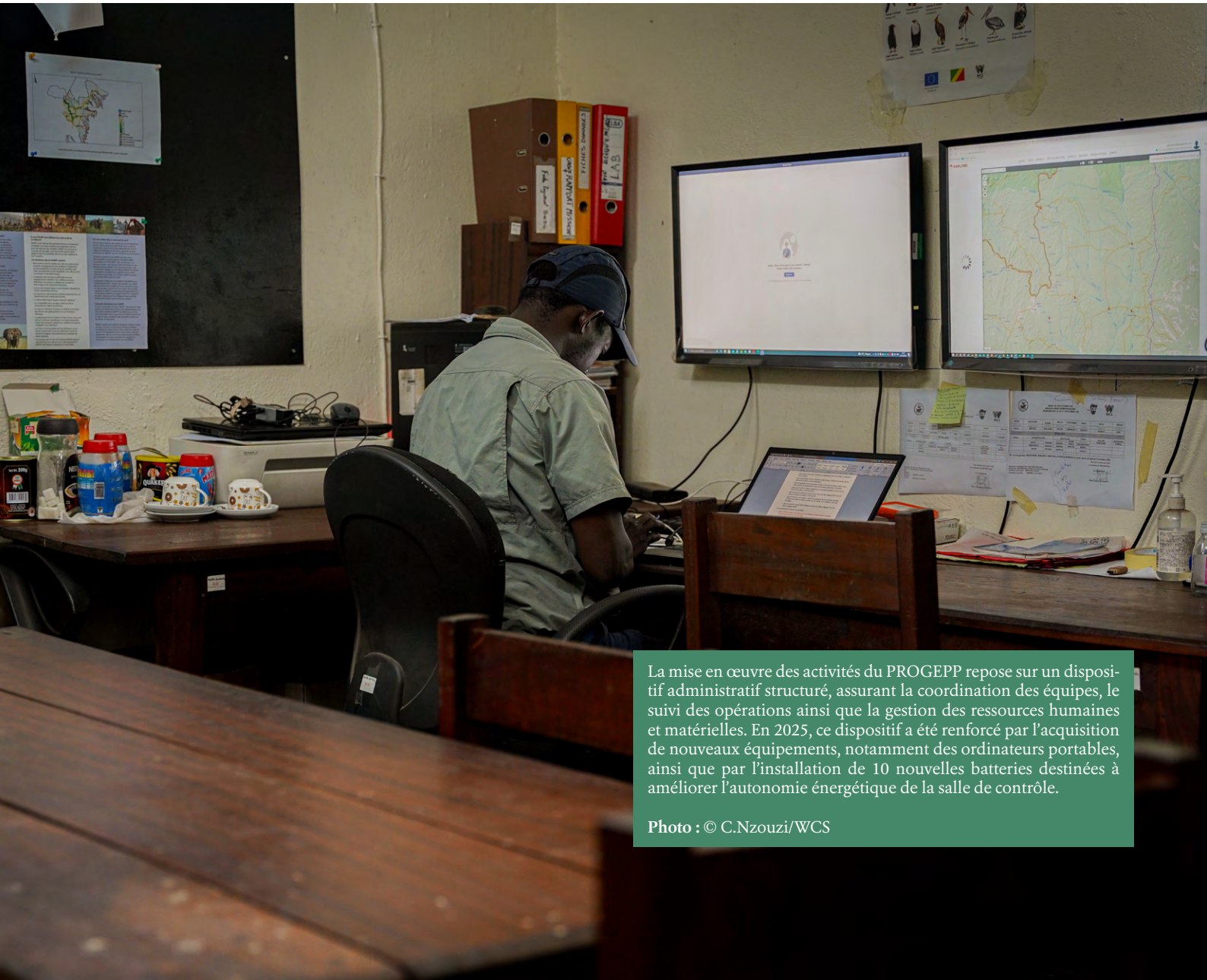
65

agents mobilisés assurant la gestion, la surveillance au niveau du PROGEPP dont 35 écogardes.



07

unités mobiles dont 5 véhicules et 2 pirogues pour assurer la couverture des axes terrestres et fluviaux.



La mise en œuvre des activités du PROGEPP repose sur un dispositif administratif structuré, assurant la coordination des équipes, le suivi des opérations ainsi que la gestion des ressources humaines et matérielles. En 2025, ce dispositif a été renforcé par l'acquisition de nouveaux équipements, notamment des ordinateurs portables, ainsi que par l'installation de 10 nouvelles batteries destinées à améliorer l'autonomie énergétique de la salle de contrôle.

Photo : © C.Nzouzi/WCS

ENJEUX ET PERSPECTIVES

Afin d’apporter des réponses adaptées aux contraintes observées sur le terrain, un ensemble de mesures prioritaires est envisagé. Ces orientations visent à renforcer la capacité opérationnelle du dispositif, améliorer la coordination institutionnelle et optimiser les conditions de travail des équipes engagées dans la lutte anti-braconnage.

L’année 2026 devra ainsi marquer une étape de consolidation stratégique pour le PROGEPP. La mise en œuvre effective de la nouvelle stratégie constituera une priorité, en tenant compte des menaces émergentes liées aux grands projets d’infrastructure, notamment la construction du pont sur la Sangha et le bitumage de la route Ouessou–Bangui. Dans ce contexte, le renforcement des capacités des cadres opérationnels – en matière de renseignement, de gestion d’équipe et de gestion des scènes de crime – sera déterminant pour améliorer l’anticipation et la réactivité du dispositif.

Sur le plan opérationnel, l’extension et l’amélioration de la couverture des patrouilles en profondeur dans les massifs forestiers, en particulier dans les zones sensibles, devront être assurées à travers une mise en œuvre rigoureuse de la stratégie de lutte anti-braconnage. Les missions conjointes avec les Forces Armées Congolaises, lorsque le contexte l’exige, ainsi que le renforcement des plateformes départementales de lutte contre la criminalité faunique, contribueront à consolider l’approche intégrée entre conservation et sécurité publique.

Par ailleurs, au regard des déficits hydriques observés au cours des deux dernières années, un renforcement des mesures de surveillance durant la saison sèche devra être envisagé afin de prévenir la récurrence de situations similaires.

En parallèle, la poursuite du suivi écologique et l’amélioration de la qualité du rapportage des données constitueront des enjeux majeurs. Les marches de reconnaissance, le déploiement stratégique de caméras et l’organisation de formations ciblées pour l’équipe écologique permettront d’affiner les connaissances sur l’état de conservation et d’orienter plus efficacement les décisions de gestion.

En 2026, l’objectif sera donc clair : anticiper les pressions émergentes, renforcer les synergies institutionnelles et garantir une protection durable de la biodiversité.



Les inventaires fauniques conduits dans le paysage Ndoki-Likouala démontrent que les unités forestières certifiées FSC de Kabo, Loundougou et Pokola, gérées par la CIB, abritent des densités plus élevées d’éléphants que les concessions non certifiées, confirmant ainsi l’**impact positif d’une gestion forestière responsable** intégrant des exigences strictes de conservation.

Ces résultats illustrent qu’une exploitation durable du bois peut aller de pair avec la protection effective de la biodiversité. Au cœur de cette performance, le PROGEPP joue un rôle déterminant : depuis 1999, ce partenariat entre le Gouvernement congolais, la CIB et la WCS assure la protection active de la faune dans les concessions, faisant de ce modèle un pilier stratégique de la conservation dans le paysage Ndoki-Likouala et une référence en matière de gestion intégrée des écosystèmes forestiers.

Photo : © Pavel Zoubek/WCS

MERCI

L’année 2025 aura été une année de résilience et de consolidation pour le PROGEPP. Marquée par la tenue du Comité de pilotage à Impfondo, la gestion d’une crise sociale en début d’année, le déploiement d’opérations conjointes de riposte face à des menaces armées autour de Kabo, elle a confirmé la solidité institutionnelle du programme et sa capacité d’adaptation dans un contexte exigeant.

La revalorisation salariale, la réorganisation des équipes et le renforcement des compétences ont redynamisé le dispositif. La discipline budgétaire et la mobilisation des partenaires ont permis de sécuriser les activités prioritaires et de maintenir un niveau d’intervention soutenu.

Les opérations de lutte anti-braconnage ont démontré à la fois l’efficacité des patrouilles et la persistance de menaces structurées, notamment contre les éléphants et les gorilles.

L’engagement communautaire s’est poursuivi à travers le projet Elanga à Kabo pour réduire les conflits homme-faune, ainsi que diverses initiatives de conservation communautaire. Infrastructures locales, projets d’élevage, sensibilisation des élèves et des communautés autochtones, et amélioration du mécanisme de gestion des griefs ont renforcé la gouvernance locale et la confiance des populations.

En définitive, 2025 confirme que la synergie des partenaires, la rigueur de gestion et l’implication communautaire constituent les piliers d’une conservation efficace et durable dans le paysage Ndoki-Likouala.

Le PROGEPP tient donc à saluer l’implication soutenue de ses partenaires et bailleurs, et à les remercier :

Agence Française de Développement (AFD)

Bezos Earth Fund

Congolaise Industrielle des Bois (CIB)

Union Européenne (UE)

